



Le 12/06/2024

Position de AIDES à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale

En décidant de dissoudre l'Assemblée nationale, le président de la République a ouvert une période inédite de l'histoire politique en France propice à l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite.

Depuis 40 ans, AIDES est engagée dans la lutte contre l'épidémie de VIH qui repose sur la défense des droits des personnes discriminées et stigmatisées, en premier lieu les personnes vivant avec le VIH et toutes les personnes appartenant aux groupes les plus exposés : les homosexuels masculins, les personnes étrangers-ères, les usagers-ères de drogues, les personnes détenus-es, les travailleurs-ses du sexe, les personnes trans.

Les combats de AIDES ont permis des avancées favorables à l'ensemble de la société française, bien au-delà des personnes concernées par l'épidémie de VIH : les préservatifs gratuits, l'échange de seringues, l'aide médicale de l'État, les lois sur les droits des malades, les appartements de coordination thérapeutique, les centres d'accueil pour les usagers-es de drogues, le mariage pour toutes, entre autres.

La lutte pour les droits des plus précaires, des plus exclus-es, discriminés-es est une lutte qui profite à l'ensemble de la société.

C'est l'exact opposé de ce qui est proposé aujourd'hui par l'extrême droite. Son histoire et ses idées la situent hors de la démocratie et de la République. Ses valeurs et son projet politique ne sont qu'atteintes aux droits et libertés des personnes concernées par le VIH et les hépatites. [Depuis toujours, le FN-RN a désigné les personnes séropositives comme des ennemies et a largement entretenu leur rejet.](#) Elle est une menace pour la lutte contre le sida et nous avons toujours refusé de lui parler.

Pour la campagne législative qui s'ouvre, AIDES propose aux partis qui partagent nos valeurs [de prendre en compte nos revendications pour mettre fin à l'épidémie de VIH en France.](#)

Le respect des droits humains est la condition nécessaire pour des politiques de santé efficaces et d'amélioration des conditions de vie, à l'inverse de la désignation des plus précaires comme étant les boucs émissaires responsables de tous les maux.

L'extrême droite, partout où elle est au pouvoir, cherche à détruire la société civile et la solidarité. La lutte contre le VIH et pour la santé publique ne peut s'inscrire dans ce projet.

Pour ces raisons, AIDES rejoint les appels des mouvements sociaux à manifester pour la préservation de la République et de son fonctionnement démocratique. AIDES appelle à utiliser son vote contre l'extrême droite le 30 juin et le 7 juillet 2024.